

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE

OUEST AFRICAINE

La Commission



DISCOURS DE SON EXCELLENCE MONSIEUR ISSOUFOU
MAHAMADOU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU NIGER, CHEF
DE L'ETAT,
PRESIDENT DU COMITE DE HAUT NIVEAU SUR LA SECURITE
ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DE L'ESPACE UEMOA

**A L'OCCASION DE LA HUITIEME (8^e) REUNION
DU COMITE DE HAUT NIVEAU SUR LA SECURITE
ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DE L'ESPACE
UEMOA**

.....

NIAMEY, le 17 mai 2019

Monsieur le Premier Ministre ;

Madame et Messieurs les Ministres ;

Monsieur le Président de la Commission de l'UEMOA ;

Monsieur le Secrétaire Exécutif du CILSS ;

**Mesdames, Messieurs les Représentants des
Organisations Internationales, Régionales et Sous
régionales ;**

Honorables Invités, Mesdames et Messieurs ;

Permettez-moi de souhaiter la bienvenue au Niger aux différents participants des pays membres de l'UEMOA ayant effectué le déplacement de Niamey à l'occasion de cette huitième réunion du comité de haut niveau sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'espace UEMOA.

Permettez aussi de saluer la présence parmi nous des représentants des organisations internationales, régionales et sous régionales en charge des questions de développement agricole et de nutrition.

La présente session, la huitième du genre, nous offre une fois de plus l'occasion de réfléchir en commun, de partager les expériences de nos Etats et de nos organisations sur les voies et moyens d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à une population de plus en plus nombreuse.

Au cours de nos précédentes sessions nous avons fort heureusement définis des orientations pertinentes de nature à permettre à nos Etats de construire des systèmes alimentaires et de production agricole durables. C'est ainsi que nous avons adopté en 2012 la stratégie de relance de la production agricole suivie en 2015 d'un plan d'opérationnalisation à travers le Programme communautaire décennal de transformation de notre Agriculture, pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

A travers cette stratégie et ce programme notre espoir est de voir désormais les interventions agricoles de nos Etats se dérouler dans de nouveaux paradigmes notamment le recentrage du rôle de l'Etat sur les aspects régaliens, la réalisation d'interventions intégrées sur toute la chaîne de valeur des filières agricoles, le passage à la contractualisation des services et à un système de commercialisation garantissant les intérêts des petits agriculteurs et éleveurs, la disponibilité de financements adaptés aux entreprises agricoles, notamment familiales.

S'agissant de la capitalisation et de la diffusion des expériences et acquis, chacun de nos pays a certainement une expérience à communiquer, des résultats à partager. Après avoir successivement bénéficié de l'expérience du Sénégal et du Niger, nous partagerons au cours de la présente session l'expérience de la République Togolaise qui nous permettra d'être édifiés en matière de promotion de pôles de croissance agricoles, de développement de chaînes de valeurs et de prise en charge des personnes vulnérables.

Le Sénégal a réussi à assurer avec succès son autosuffisance en riz, principale denrée de consommation courante auparavant massivement importée des pays asiatiques, grâce à une politique agricole audacieuse et bien menée.

Au Niger, depuis 2011, l'INITIATIVE 3N, les Nigériens Nourrissent les Nigériens, met en œuvre des programmes pour passer des solutions d'urgence, aux solutions structurelles, de l'humanitaire au développement avec pour ambition l'atteinte de l'objectif « FAIM ZERO » en 2021. L'initiative 3 N est l'une des huit priorités du programme de renaissance du Niger. Elle vise l'accroissement et la diversification de productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques à travers notamment l'accroissement des rendements des cultures sous pluie, la promotion des cultures irriguées et la modernisation de l'élevage. Elle vise également l'approvisionnement des marchés, la conservation,

la transformation et la commercialisation des produits agropastoraux et halieutiques, la résilience des groupes vulnérables, la protection de l'environnement notamment la restauration des terres dégradées, la lutte contre la malnutrition, la sensibilisation et l'animation du monde rural.

Mesdames messieurs,

Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans notre Région est de toute évidence, un défi de taille en particulier dans le contexte actuel marqué par une insécurité civile, devenue aujourd'hui la première cause d'insécurité alimentaire.

Nos pays sont confrontés à une situation d'insécurité du fait des organisations terroristes et criminelles qui sèment terreur et désolation avec pour conséquences des afflux de réfugiés et déplacés et des entraves à la production et à la commercialisation.

Ces menaces viennent amplifier les conséquences des changements climatiques contre lesquels nos pays se battent à travers la mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national.

Face à ces défis, j'exhorte la Commission de l'UEMOA et l'ensemble des Organes et institutions de l'Union ainsi que nos partenaires techniques, à opter, en particulier dans les zones transfrontalières, pour des interventions communautaires

multisectorielles autour du triptyque sécurité-assistance humanitaire-développement.

Grace à nos échanges et à nos recommandations nous partageons désormais un seul statut alimentaire de la région ce qui nous permet d'harmoniser nos interventions et de les rendre plus efficaces.

Le leadership de la région en matière de gouvernance de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle se renforce et se consolide

L'objectif « faim zero » que la communauté internationale a fixé pour l'année 2030 est à notre portée. Nous avons tous les atouts pour l'atteindre avant terme notamment, un capital foncier riche, une main d'œuvre abondante et des politiques agricoles pertinentes.

Mesdames et Messieurs,

La présente session fera le point de la mise en œuvre de nos précédentes recommandations tout en dégagant de nouvelles orientations et de nouvelles recommandations. Elle nous permettra de relever les points forts et les points faibles. S'agissant de ces derniers notre réunion doit s'appesantir sur :

- Les questions liées à la transhumance ;

- Les préoccupations liées au faible niveau des échanges de produits agricoles entre nos Etats ;
- Les problèmes liés à la gestion du foncier rural ;
- Le financement du secteur agricole ;
- Le défi sécuritaire ;
- La persistance de poches déficitaires chroniques dans certains Etats.

Notre réunion doit formuler des recommandations pertinentes sur toutes ces questions.

Notre réunion fera également le bilan de la campagne agricole 2018-2019 et examinera les prévisions météorologiques pour la campagne qui s'annonce.

Je déclare ouverte la huitième réunion du Comité de Haut Niveau sur la Sécurité alimentaire.